

Immigration

Mayotte : bientôt la fin du droit du sol ?

En visite éclair sur l'île, Gérald Darmanin a annoncé dimanche la suppression du droit du sol à Mayotte. Une restriction locale du droit français qui nécessite une révision de la Constitution.

Gérald Darmanin avait averti qu'il ferait une annonce forte en arrivant à Mayotte. Promesse tenue. Le ministre de l'Intérieur, sitôt le pied posé sur le territoire du 101^e département français, a averti que le droit du sol sera supprimé sur l'île de l'océan Indien. Cela prendra la forme d'une révision constitutionnelle pour qu'une partie du droit français ne s'applique pas dans ce seul département.

Mayotte paralysée

« Il ne sera plus possible de devenir français si on n'est pas soi-même enfant de parents français », argumente le ministre de l'Intérieur qui est arrivé sur l'île avec Marie Guévenoux, la nouvelle ministre en charge des Outre-mer. Il s'agit de couper l'attractivité de l'île, distante de seulement 70 kilomètres de l'archipel des Comores, d'où arrivent des bateaux entiers de migrants.



Les Mahorais protestent depuis plusieurs semaines contre l'insécurité et l'immigration massive sur leur île, comme ici en décembre dernier. Photo Sipa/Grégoire Merot

Cette décision, qualifiée par le ministre lui-même d'« extrêmement forte et radicale », est accompagnée d'autres mesures pour le département de Mayotte, paralysé depuis le 22 janvier par des blocages et des barrages routiers installés par les Mahorais. Parmi elles : l'application immédiate des restrictions de regroupement familial prévues dans la loi immigration, et la fin du visa ter-

ritorialisé qui empêche les détenteurs de se rendre dans l'Hexagone. Cette dernière mesure était demandée par les collectifs d'habitants qui bloquent l'île depuis trois semaines pour protester contre l'insécurité et contre l'immigration incontrôlée.

Pour entrer en vigueur, cette remise en cause du droit du sol à titre d'exception à Mayotte devra être entérinée par un

référéndum ou par le vote d'un projet de loi constitutionnel adopté par au moins 3/5 du Parlement réuni en Congrès.

La droite pour, la gauche contre

C'est sans doute cette voie que privilégiera le président de la République. Il devra alors sans doute se passer

d'une partie des voix de la gauche. Le PS, par la voix de Boris Vallaud, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a affirmé sur France 3 que son parti s'opposerait à cette exception du droit du sol. Il estime qu'une telle disposition ne freinera pas le flux d'immigration illégale que connaît l'île. Les Insoumis et les écologistes se sont aussi inquiétés de cette restriction du droit fondamental, quand la droite LR s'en félicite.

Outre cette mesure choc concernant le droit du sol, Gérald Darmanin a également annoncé lors de son passage éclair à Mayotte la mobilisation de quinze gendarmes d'élite du GIGN en renfort et la mise en place d'un plan Wuambushu 2. En avril dernier, le premier plan Wuambushu avait permis la destruction de nombreux « bangas », ces cases insalubres organisées en bidonville, et l'arrestation de 60 chefs de bande.

Pour Wuambushu 2, Gérald Darmanin fixe trois objectifs : la lutte contre la délinquance, contre l'immigration irrégulière et contre l'habitat insalubre, trois revendications des collectifs de citoyens qui bloquent l'île.

● N.M.

Politique

Européennes : la majorité en danger

Plus de onze points séparent le RN de la liste majoritaire dans un sondage publié dimanche. Le socle macroniste s'effrite.

Dans son discours de politique générale, Gabriel Attal ciblait notamment le Rassemblement national et lançait la campagne pour les élections européennes. « L'Europe ? Éternel bouc émissaire de ceux qui, faute de pouvoir diriger un pays, veulent toujours détruire un continent », disait le nouveau Premier ministre.

C'était il y a moins de deux semaines et la majorité comptait sur lui, sur son énergie, sa popularité et son engagement européen, pour affaiblir la liste RN de Jordan Bardella, largement en tête de tous les sondages. Celui publié ce week-end dans *La Tribune Dimanche** a de quoi doucher l'enthousiasme de ceux, nombreux en Macronie, qui pensent que leur socle électoral est solide.

Un socle qui s'érode

Cette enquête donne la liste de la majorité à 16,5 %, très largement devancée de onze points par celle du RN, menée par Jordan Bardella (27,5 %). Non seulement le score de la majorité, qui n'a toujours pas de tête de liste officielle, est



Gabriel Attal (ici la semaine dernière dans le Pas-de-Calais) mènera campagne pour les Européennes en tant que chef de la majorité. Photo Sipa/Raphaël Lafargue

faible par rapport au score obtenu en 2019 (23,34 %), mais il décroche par rapport au premier tour de la présidentielle 2022 où Emmanuel Macron avait réuni derrière lui 27 % des votants.

L'institut de sondage précise que seuls 57 % de ceux qui ont voté Macron au premier tour en 2022 voteraient pour la majorité le 9 juin prochain. Cette dernière, clairement, dévisse au sein même de son propre électoral. La popularité, réelle, du jeune Premier ministre n'a pas d'effet sur les sondages électoraux, alors même qu'il a été nommé, en partie, pour donner du souffle à la seconde moitié du quinquennat.

Le souffle est pour l'instant court. Officiellement, le camp présidentiel est serein, et indi-

que qu'il y a cinq ans, Renaissance et ses alliés était aussi en retard dans les sondages et que le jour du vote, seules 200 000 voix séparaient la liste macroniste de celle du RN. « Je suis le chef de la majorité [...] Les partis sont au travail. Ils suivent leur calendrier pour mener la meilleure campagne possible », a répété Gabriel Attal dimanche au *Parisien*. Cette méthode Coué a ses limites : ce dernier sondage renforce ceux qui militent pour une désignation rapide d'une tête de liste.

● Nathalie Maurer

(1) Sondage Elabe pour *La Tribune Dimanche* et BFM TV effectué par Internet du 7 au 9 février auprès de 1 524 personnes, représentatif des résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

► En bref

Environnement ● A69 : les affrontements continuent

Les forces de l'ordre ont fait un usage massif de gaz lacrymogènes dimanche, pour le troisième jour d'affilée, sur la commune tarnaise de Saix, à proximité immédiate d'un camp d'opposants à l'autoroute A69. En début d'après-midi, cent personnes étaient encore sur le site, selon la préfecture. Comme vendredi et samedi, les opposants ont occupé une voie ferrée longeant le terrain boisé et privé où des zadistes occupent des cabanes construites dans les arbres pour tenter d'empêcher la poursuite du chantier de l'A69.

Disparition ● Badinter : prolongation du recueil de condoléances

Devant la forte affluence, le ministre de la Justice Eric Dupond-Moretti a annoncé dimanche la prolongation de l'accès au public au recueil de condoléances disponible à Paris, au ministère de la Justice, pour rendre un dernier hommage à l'ancien avocat et garde des Sceaux Robert Badinter, mort à 95 ans.

Social ● 35 heures : la loi bien respectée dans le public

« Moins de 10 % des administrations » de la fonction publique n'appliquent pas la loi sur les 35 heures, une part « très minoritaire », a assuré diman-



Gendarmes et anti-A69 se sont fait face dimanche dans le Tarn. Ph. Valentine Chapuis

che le ministre de la Fonction publique Stanislas Guerini. Il a précisé avoir « demandé à ses administrations d'avoir un rapport extrêmement précis sur cette question-là » et sur la base de ce document, il s'est engagé « à prendre toutes les dispositions pour que toutes les administrations [...] appliquent la loi ».

Société ● La Ciivise « va continuer », assure Bergé

La Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise) fragilisée après le départ de ses dirigeants quelques jours seulement après la reprise de ses travaux, « va continuer », a assuré dimanche la ministre Auroré Bergé, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations.